

14-18

La Loire-Atlantique
se souvient



Loire
Atlantique

La Loire-Inférieure dans la Grande Guerre

Guerre vécue, guerre perçue

Textes de l'exposition itinérante
des Archives départementales de Loire-Atlantique

Plus d'informations sur 14-18.loire-atlantique.fr



Interroger la guerre

La Première Guerre mondiale est un événement sans précédent dans l'histoire humaine. Sa durée, sa violence, sa dimension mondiale annoncent une nouvelle forme de guerre industrielle. Ses 10 millions de morts, sacrifiés sur l'autel des nationalismes, font entrer le monde dans le XX^e siècle par le drame.

Pour la première fois à une telle échelle, **les expériences individuelles rejoignent l'expérience collective**. Toutes les familles et tous les territoires sont touchés par le conflit, ce qui participe au profond bouleversement des sociétés.

L'ambition de cette exposition n'est pas de faire le récit chronologique de cette « guerre totale », mais plutôt de **saisir la diversité des expériences vécues et perçues**, en tissant un lien constant entre échelles locale et nationale.

L'exposition cherche volontairement à **interroger l'histoire d'une guerre souvent réduite à la seule figure du poilu** et au seul univers des tranchées, afin de montrer que les zones de combats et l'arrière sont unis dans un même effort de guerre. Le conflit est présent partout, occupe les corps et les esprits, fabrique un même décor quotidien de violence physique et psychologique.

Chaque panneau de l'exposition aborde un thème qui est **introduit par une question simple**. Elle incite le visiteur à **entrer dans une démarche pédagogique** permettant de bâtir son propre récit sur la guerre.

Répondre par les archives

Les documents nous plongent dans une proximité avec les mobilisés et leurs proches, mais aussi avec l'ensemble des populations et des institutions qui administrent le département en temps de guerre. Ces traces sont issues de **fonds administratifs, iconographiques ou privés conservés aux Archives départementales** de Loire-Atlantique. Nombre d'entre-elles sont exposées pour la première fois.

D'autres, provenant de la **Grande Collecte**, viennent renforcer, par leur **dimension mémorielle personnelle**, l'originalité de l'exposition. La démarche de transmission entreprise par les familles doit être saluée, car elle contribue à l'enrichissement de la connaissance historique.

Chaque panneau propose enfin une citation, attestant que derrière chaque rapport, chaque note administrative, chaque affiche gravitent des destins, des pensées et des regards individuels.

1. L'expérience combattante

Raconter la guerre	
<i>Comment décrire les combats ?</i>	5
Regarder la guerre	
<i>Quels paysages la guerre fabrique-t-elle ?</i>	5
Vivre la guerre	
<i>Quelles sont les vies du soldat ?</i>	6
Mourir pour la France	
<i>Comment gérer la mort de masse ?</i>	6
Faire face à la mort	
<i>Comment les familles affrontent-elles la mort ?</i>	7

2. L'arrière au front

Soutenir les soldats	
<i>Comment aider les combattants ?</i>	9
Mobiliser les ressources économiques	
<i>Comment produire la victoire ?</i>	9
Vivre l'économie de guerre	
<i>Comment supporter l'effort de guerre ?</i>	10
Mobiliser les esprits	
<i>Comment encadrer un peuple en guerre ?</i>	10

3. Le front à l'arrière

Soigner les blessés	
<i>Comment limiter les traumatismes ?</i>	12
Accueillir les réfugiés	
<i>Comment organiser l'afflux de réfugiés ?</i>	12
Interner	
<i>Pourquoi enfermer certains étrangers ?</i>	13
Débarquer d'Outre-Atlantique	
<i>Comment accueillir des soldats étrangers ?</i>	13

4. Revenir de guerre

<i>Un retour « à la normale » ?</i>	15
---	----

L'expérience *combattante*



Raconter la guerre

Comment décrire les combats ?

Les combats créent une « génération de feu », qui partage une expérience collective de la guerre, mais ils représentent aussi un traumatisme vécu de manière personnelle par chacun des mobilisés. Ils sont près de 128 000 hommes en Loire-Inférieure, d'à peine vingt ans jusqu'à près de cinquante, et leurs témoignages racontent de façon plurielle le quotidien des combats. Carnets personnels tenus au jour le jour, correspondances, poèmes, rapports officiels constituent autant de formes variées de récits, rédigés avant l'assaut, juste après, à l'arrière ou en convalescence. Ces soldats, nourris à l'école républicaine, deviennent, sans le savoir, les témoins au cœur du conflit, particulièrement au moment où les tranchées apparaissent.

Après l'échec, fin 1914, d'une guerre de mouvement très meurtrière pour l'infanterie, les armées s'enterrent dans une guerre de position qui dure jusqu'au début de l'année 1918. Le front est alors stabilisé de la mer du Nord à la frontière suisse et, faute de pouvoir le percer durablement, les états-majors décident de pratiquer une guerre d'usure et de saigner l'ennemi lors de grandes offensives, toutes vouées à l'échec, telles la bataille de Verdun ou l'offensive de la Somme.

Le secteur de Verdun est, de février à décembre 1916, le théâtre d'une bataille qui voit se relayer tous les régiments de l'armée française et représente, pour la mémoire combattante et collective, le symbole de l'enlisement du conflit. Avec l'utilisation des gaz asphyxiants, des mitrailleuses, des lance-flammes, de l'artillerie lourde mais aussi de l'aviation pour la reconnaissance puis pour les bombardements, le bilan humain est effroyable : près de 500 000 soldats meurent en dix mois.



Regarder la guerre

Quels paysages la guerre fabrique-t-elle ?

La violence des combats façonne un paysage nouveau, créant un véritable décor de guerre.

Les tranchées sont un réseau de communication hiérarchisé permettant le mouvement des soldats de l'arrière vers les postes de combat. La première ligne est reliée par des boyaux à la seconde ligne où se situe le poste de commandement, à l'arrière où s'organisent le ravitaillement, les communications et le repos des soldats. Ce réseau enterré ouvre sur un paysage lunaire que le soldat perçoit au ras du sol. Il offre au regard, au premier plan, le *no man's land* qui sépare les lignes. Hérisé d'une double rangée de barbelés, il est défendu par des mitrailleuses sous la garde de sentinelles positionnées à quelques mètres devant les défenses. La terre retournée, les arbres décapités présentent un panorama de mort, renforçant la violence psychologique et le sentiment de désolation chez les soldats, qui expriment souvent leur dégoût ou leur tristesse devant la destruction des paysages d'avant-guerre. Au second plan, le soldat aperçoit la tranchée ennemie et, au-delà, les lignes arrière qui hébergent l'artillerie qui canarde la tranchée.

Le paysage de guerre constitue un élément essentiel de la stratégie militaire. Cartographier ce paysage, maîtriser ces espaces façonnés par les combats, c'est s'offrir une chance supplémentaire de gagner du terrain sur l'ennemi, de survivre lors d'une attaque. Ceci nécessite des moyens importants qui doivent faciliter les communications. On produit donc sans cesse des cartes, des croquis, des panoramas pour localiser, repérer, planifier. Le soldat, quant à lui, représente ces paysages par des dessins, croquis ou photographies, qui sont autant de témoignages émouvants à hauteur d'homme.



Vivre la guerre

Quelles sont les vies du soldat ?

La représentation de la vie du soldat dans la Grande Guerre est très largement associée au combat dans la tranchée. Pourtant, son emploi du temps militaire le met aux prises avec de multiples situations : l'expérience du combat direct au feu se fait le plus souvent par de courtes périodes (estimées à 15% de l'emploi du temps du soldat). La présence au front est organisée par rotations entre unités combattantes.

Le soldat éprouve l'ennui loin de chez lui, dans des zones de combat plus calmes, à l'arrière des premières lignes, à l'entraînement ou au repos, en permission parfois. Il passe également beaucoup de temps à se déplacer entre ces différents lieux, vivant ainsi « sa » guerre. Chaque vécu de soldat est par conséquent unique, mais dans ces quotidiens individuels, on constate certaines permanences : sentiments de lassitude et d'isolement, éloignement des proches, désœuvrement.

Pour tenir moralement et physiquement dans ce conflit d'une durée exceptionnellement longue, les nouvelles formes de sociabilité, de camaraderie, la recherche de distractions pour tromper l'ennui, l'importance du ravitaillement, l'espérance de la permission sont autant d'éléments indispensables.



Mourir pour la France

Comment gérer la mort de masse ?

La Grande Guerre provoque une saignée démographique sans précédent : la Loire-Inférieure, avec 25600 tués, perd près de 4% de sa population de 1914. Les autorités sont amenées à mettre en œuvre une organisation à la mesure de la mort de masse : il faut d'abord identifier les tués lors de batailles où les soldats sont souvent méconnaissables, du fait de l'utilisation intensive de l'artillerie, quand ils ne sont pas purement et simplement disparus, ensevelis dans une tranchée, restés dans le *no man's land*... Lorsque la preuve de la mort est avérée, il faut ensuite transmettre la nouvelle du décès à la commune d'appartenance du soldat, à ses proches en essayant de ménager autant que possible la peine de la famille du défunt, désormais confrontée à la « mort pour la France ».

Pour cela, l'État inscrit le sacrifice dans une expérience collective du deuil, dans une célébration communale et nationale. L'inscription « mort pour la France » en marge des actes de décès, le diplôme de « mort pour la patrie », les tombes, les monuments aux morts sont autant de moyens d'assurer le souvenir, susciter l'héroïsation du soldat et la reconnaissance de la nation pour un sacrifice dont le but ultime, au regard de la douleur de l'absence, échappe parfois aux familles.



Faire face à la mort

Comment les familles affrontent-elles la mort ?

La mort de masse crée un « deuil de masse » au quotidien. Pour les soldats, chaque assaut peut être le dernier tandis qu'à l'arrière, l'attente et l'angoisse de la mort pèsent sur toutes les familles. L'État organise de nouvelles solidarités. Des allocations ou pensions sont versées par les services départementaux aux veuves de guerre. En instituant le statut de pupille de la Nation en juillet 1917, l'État prend le relais des soutiens apportés dès 1914 par des associations. Il adopte désormais les enfants orphelins de père et de mère mais aussi ceux dont le père, la mère ou le soutien de famille sont dans l'incapacité d'assurer leur subsistance « par suite de la guerre ». Il pourvoit à leur éducation jusqu'à leur majorité.

Ces veuves et orphelins deviennent de nouvelles figures de guerre. Leur nombre est très élevé en France, avec 630000 veuves et 750000 orphelins. En Loire-Inférieure, une enquête du printemps 1916 recense 3664 orphelins « de militaires », c'est-à-dire du fait des tués à la guerre et, dans les années 1920, plus de 11000 enfants du département ont le statut de pupille de la Nation.

Les familles sont véritablement les victimes indirectes du conflit et leurs malheurs participent à ancrer la guerre et sa violence dans le quotidien et dans la société, pour un temps long. Dans l'Entre-deux-guerres, les veuves et les orphelins contribuent ainsi largement à justifier le courant pacifiste, car ils incarnent l'injustice et la violence du conflit, en faisant vivre la mémoire des disparus par des célébrations individuelles et collectives.

L'arrière au front



Soutenir les soldats



Mobiliser les ressources économiques

Comment aider les combattants ?

Face à l'éloignement, à l'absence, la société se mobilise mais la première des solidarités est celle des familles envers leur proche parti au front. Elle est de plusieurs ordres et se manifeste par l'envoi de colis : denrées alimentaires et vêtements chauds doivent améliorer la vie matérielle du soldat. Des collectes de fonds ou la confection de vêtements donnent ainsi l'occasion aux familles de participer au mieux-être des combattants. Au-delà de cet appui, le soutien est aussi moral : les échanges de courriers, parfois quotidiens, participent à ce fil invisible qui relie les hommes à leur famille. Ainsi, la distance qui sépare le département des combats est atténuée par la recherche d'une proximité affective et psychologique, par laquelle femmes, enfants, parents veulent tout à la fois protéger, prendre des nouvelles, ravitailler et transmettre aux soldats des informations sur le quotidien familial.

La Croix-Rouge, les mairies de guerre, les mairies, la commission départementale de secours aux blessés militaires, combattants et prisonniers, la fédération départementale des prisonniers de guerre jouent également un rôle centralisateur dans l'acheminement des colis et le financement de matériels pour le confort du soldat au front. Le soutien aux prisonniers de guerre y apparaît comme singulier. En effet, celui-ci vit avec sa famille une autre guerre. Isolé, loin des combats, le prisonnier reçoit notamment des vivres qui pallient les privations.

Par l'ensemble de ces liens, les civils à l'arrière, en se projetant au front, jouent un rôle indispensable dans la poursuite du conflit. Cette dimension souligne le caractère total de la guerre.

Comment produire la victoire ?

Dès 1914, avec une politique dirigiste, l'État veut mobiliser les productions, qu'elles soient agricoles ou industrielles. Il faut assurer le ravitaillement du front, mais aussi celui des civils, dans un contexte d'effondrement de la production et de désorganisation des marchés. Les industries de la Loire-Inférieure, notamment la métallurgie de la Basse-Loire, sont mises à contribution par le biais de réquisitions. En 1918, 82 entreprises travaillent ainsi pour la Défense nationale, regroupant 21 800 ouvriers dont 4 700 femmes et 2 250 enfants. L'accès croissant des femmes au travail salarié est une réalité. Pour autant, la « munitionnette » ne reflète que marginalement le nouveau rôle pris par les femmes, puisqu'elles contribuent autant à la survie économique du pays qu'à celle du foyer, tout en incarnant une nouvelle figure de chef de famille.

L'effort de guerre est aussi financier. Le recours à la fiscalité, par la création dès 1914 de l'impôt sur le revenu, ne peut être systématique, et l'État recourt à des emprunts auprès des particuliers. Ces emprunts nationaux sont soutenus par des campagnes de propagande associant des symboles nationalistes et républicains.

La Première Guerre mondiale, en se transformant en guerre longue et totale, a finalement vu l'État intervenir directement et durablement dans l'économie, pour l'encadrer et la réguler, en concertation avec les industriels et les milieux d'affaires, ce qui constitue un tournant économique majeur.



Vivre l'économie de guerre

Mobiliser les esprits

Comment supporter l'effort de guerre ?

L'effort de guerre pèse sur les populations puisqu'il provoque un recul de l'accès aux biens traditionnellement produits pour les civils. Face aux pénuries, à la vie chère et au rationnement, les pouvoirs publics, notamment municipaux, n'hésitent pas à imposer le prix des marchandises de première nécessité, à procéder à des taxations exceptionnelles, à réquisitionner. Dès 1915, le pain, base de l'alimentation des Français est touché. En 1917, des tickets de rationnement en limitent la consommation à 600 grammes par jour pour les adultes et la viande n'est accessible que deux fois par semaine. La liste des produits rationnés ne cesse de s'allonger, touchant tous les domaines de la vie quotidienne (charbon, sucre...).

En ville comme à la campagne, chacun est conduit à recourir aux produits de substitution ou à produire une partie de sa nourriture, par l'agriculture vivrière. Dans ce contexte de denrées plus rares, la hausse continue des prix de détail provoque une forte inflation.

La mise en œuvre de la mobilisation économique, compromis entre l'État, les administrations locales, les ouvriers et les industriels — surtout au profit des ces derniers —, pèse aussi sur les conditions de travail. Sa durée passe de 12 à 14 heures par jour. Les mécontentements se multiplient et les rapports sociaux sont tendus, même si, dans le département, les grèves sont rares avant 1917. Le printemps et l'été 1917 voient les revendications se cristalliser principalement autour de l'obtention de « primes de vie chère ».

Comment encadrer un peuple en guerre ?

La victoire coûte que coûte ! Ce mot d'ordre du gouvernement passe d'abord par un contrôle de l'opinion et des consciences. Afin de mobiliser et d'orienter les esprits, les autorités civiles et militaires censurent les journaux. En Loire-Inférieure, à partir de février 1915, une commission militaire se réunit au château de Nantes deux fois par jour afin de censurer la presse : elle relit les articles avant leur parution, puis les journaux une fois imprimés avant distribution.

Par ailleurs, une étroite surveillance de la population est organisée par le préfet qui veut, par le contrôle de la circulation des idées, prévenir et réprimer les mouvements sociaux. Des rapports sur l'état d'esprit de la population sont ainsi établis chaque mois.

La propagande enfin propose un discours simplificateur, visant à inculquer dans la population des « vérités » simples qui s'apparentent à un « bourrage de crâne ». Le discours sur la guerre évolue. Celle-ci est rapidement présentée comme un conflit de civilisation opposant la démocratie contre la barbarie et non plus seulement une revanche de la guerre perdue en 1871.

Toutes ces mesures d'encadrement des consciences répondent à plusieurs objectifs : assurer l'ordre et soutenir le moral des civils comme des soldats, empêcher la diffusion d'informations stratégiques, éviter de voir se développer le défaitisme. De fait, les mots d'ordre contre la guerre, les appels à la révolution, à l'image de ce qui se passe en Russie, fleurissent peu à peu chez des soldats qui expriment leur lassitude du conflit, leur peur et leur colère, particulièrement en 1917.

Le front à l'arrière



Soigner les blessés



Accueillir les réfugiés



Interner



Débarquer d'Outre-Atlantique

Comment limiter les traumatismes ?

Le nombre de blessés se révèle d'une ampleur jusque là inconnue. Pour la seule armée française, on en dénombre 2,8 millions pour la période allant d'août 1914 à juillet 1918. Le conflit marque une escalade dans la brutalité faite au corps humain. Les bombardements massifs d'artillerie ont sans doute constitué l'expérience la plus traumatisante et expliquent le nombre important de « gueules cassées », mutilés, aveugles et sourds.

Des directives précises établissent des protocoles de soin. Les enjeux de cette « standardisation » sont multiples ; il s'agit d'abord de gérer au mieux la prise en charge des hommes éprouvés par la douleur, entre premiers soins, ambulance chirurgicale, hôpital d'évacuation (dans la zone des armées) et hôpital de l'arrière-front où arrivent les trains sanitaires.

La prise en charge des blessés s'organise à l'échelle nationale. En témoigne l'importance des infrastructures mobilisées : hôpitaux militaires temporaires, hôpitaux auxiliaires gérés par la Croix-Rouge ou hôpitaux bénévoles à l'initiative de communautés religieuses, d'entreprises ou de simples particuliers. Au cours de la guerre, on compte ainsi 82 ambulances filiales à Nantes, 33 dans le reste du département. Au total, on chiffre à plus de 10 000 lits la capacité d'accueil dans le département.

Si soigner les blessés consiste à remettre sur pied des hommes susceptibles de retourner au front, la finalité est également de prendre en compte la réinsertion des soldats réformés dans la vie économique. La société tente en effet de favoriser leur retour à la vie civile, leur réadaptation, avant même l'instauration d'une pension d'invalidité en 1919.

Comment organiser l'afflux de réfugiés ?

Durant la Première Guerre mondiale, les déplacements de population fuyant l'avancée allemande et les zones de combat atteignent une ampleur inconnue jusqu'alors. En Loire-Inférieure, le nombre de réfugiés est estimé à 60 000, dont la moitié réside à Nantes. Parmi eux, on compte 51 800 Français du nord et de l'est, 8 760 Belges et 48 Serbes, deux nations alliées, mais aussi des Alsaciens-Lorrains et quelques Polonais. Arrivés par convois ferroviaires, dès août 1914, ou individuellement par leurs propres moyens, la plupart sont dans une importante situation de dénuement. Sous l'égide de l'administration préfectorale, communale et du comité des réfugiés, s'organise leur répartition dans les différentes communes, en fonction du nombre d'habitants, des ressources, ou encore de la présence ou non de troupes en cantonnement.

L'aide aux réfugiés prend la forme d'un secours exceptionnel à l'arrivée, du droit au logement et d'une allocation mensuelle pour les plus nécessiteux, ou encore de distributions de vêtements. Des associations philanthropiques ou des groupements créés par les réfugiés eux-mêmes complètent ce dispositif d'entraide et permettent aux réfugiés, déracinés, de reconstruire une forme de sociabilité.

Néanmoins, après l'accueil favorable des premiers mois, l'hostilité envers les réfugiés est croissante, surtout après 1917. Les critiques sont réelles envers le versement des allocations à des réfugiés accusés de rechigner au travail, dans un contexte où les différences culturelles, voire linguistiques, demeurent.

Leur retour, d'abord improvisé avant l'armistice, s'organise ensuite : en septembre 1920, il reste 1 200 réfugiés dans le département.

Pourquoi enfermer certains étrangers ?

Dès la déclaration de guerre, la question de l'internement des étrangers est posée. La guerre modifie les statuts des personnes et le voisin d'hier devient un ennemi potentiel, s'il est ressortissant d'une nation en guerre contre la France.

L'internement devient alors la règle. Le gouvernement ordonne le regroupement des étrangers dans l'ouest et le sud-ouest puis ouvre des « camps de concentration » appelés aussi « dépôts d'étrangers ». Le camp de Guérande, situé dans les locaux du petit séminaire, est le plus vaste du département. Il s'intègre dans un dispositif plus vaste à l'échelle de la France (70 sites sont ouverts sur l'ensemble du territoire). Destiné aux familles ou aux individus isolés, le camp de Guérande n'a pas de caractère disciplinaire, mais il n'en reste pas moins sous surveillance militaire et la privation de liberté est son objectif premier. La diversité des nationalités présentes, des catégories sociales, des âges et des sexes font de ce camp d'environ 400 prisonniers une microsociété avec ses règles, ses restrictions, son quotidien. La vie à l'intérieur du camp est rythmée par le travail des détenus (artisanat, agriculture, micro-industrie...), mais aussi par des spectacles et des compétitions sportives. Les internés gèrent donc eux-mêmes une large partie de leur temps.

La notion de concentration des populations civiles est un fait admis par l'administration et la population. L'internement préventif illustre l'idée que la Première Guerre mondiale est une guerre des nationalités, plus qu'un conflit idéologique. Dans cette guerre du nationalisme exacerbé, les autorités organisent le contrôle, la surveillance des suspects intégrant même dans sa définition vieillards, femmes et enfants.

Comment accueillir des soldats étrangers ?

La guerre mondialisée développe une représentation de l'autre à la faveur des alliances militaires. Dans le département, les habitants côtoient directement les Américains qui débarquent à Saint-Nazaire en juin 1917. Près de 198 000 soldats transitent par le port et, chaque jour, une moyenne de 4 400 tonnes de matériel y est débarquée. Décisive, l'intervention américaine, présentée comme un tournant militaire et idéologique du conflit, précipite la victoire à la faveur d'une reprise de la guerre de mouvement.

L'arrivée de ces soldats suscite pourtant des réactions contrastées : le choc politique, social et culturel est profond. L'armée américaine organise une nouvelle géographie du territoire par la réquisition de bâtiments. Il s'agit de loger les hommes, de faciliter l'envoi du matériel et des soldats vers le front, de les soigner le cas échéant. L'importance et la diversité des aménagements témoignent de l'engagement déterminant de ce pays pour la victoire finale.

Cette forte présence fait cohabiter 30 000 Américains stationnés dans le département avec la population locale, ce qui provoque une confrontation culturelle. Le cinéma, la musique, le sport pénètrent le quotidien. Des mariages franco-américains sont aussi célébrés. Si une partie de la population perçoit l'intérêt économique de la présence américaine, une autre s'inquiète de ses conséquences : la dénonciation de l'alcoolisme, de la violence, de la prostitution en sont des exemples. La peur de voir s'installer durablement les Américains est aussi palpable. La diversité des aspects de cette cohabitation annonce l'influence grandissante de la puissance américaine à l'aube du XX^e siècle.

Revenir *de guerre*



Revenir de guerre

Un retour « à la normale » ?

Le 11 novembre 1918, l'armistice est signé. La guerre a duré quatre ans, trois mois et deux semaines.

À l'annonce de l'armistice, les poilus sont partagés entre le soulagement de voir le conflit se terminer et la fierté de la victoire acquise dans le sang. Rentrer chez soi, retrouver ses proches, quitter le front !

L'attente sera pourtant encore longue : la démobilisation doit en effet attendre les traités de paix qui ne seront signés qu'entre mars 1919 et juillet 1924, le 28 juin 1919 pour le traité de Versailles.

À l'image de la situation en Russie, l'Europe est profondément bouleversée par la guerre. Le monde né sur ses ruines est un monde nouveau dans lequel les structures politiques, idéologiques, économiques, morales vont connaître d'importants changements.

Les acteurs du conflit n'ont pas encore conscience des profondes cicatrices que la guerre laisse sur le territoire et sur les hommes. Ils désirent par dessus tout revenir à la vie civile, retrouver du travail, reconstruire la vie de famille. Dans le département, la vie économique reprend progressivement son cours.

Le pacifisme s'affirme comme un idéal qui va dominer la vie politique de l'Entre-deux-guerres. La population civile et les soldats ont accepté de nombreux sacrifices. Le caractère exceptionnel du conflit favorise le sentiment que la guerre doit servir à quelque chose. Elle doit servir d'exemple pour les générations futures. En France, la Grande Guerre devient l'objet d'un double enjeu : il faut célébrer le souvenir des soldats disparus, mais aussi entretenir la mémoire de la guerre pour qu'elle soit bien la « der des ders » !

Les monuments aux morts érigés dans toutes les communes sont donc des mausolées collectifs, des lieux de recueillement individuel, mais aussi une trace indélébile de la violence du conflit et de la saignée humaine.

Exposition itinérante proposée par les Archives départementales de Loire-Atlantique

Samuel Boche : responsable du projet

Hugues Albert et **Youenn Cochenec** :
enseignants chargés de mission au service éducatif

Maud Giraudet, Martine Nicolas,
Damien Riehm, Valérie Roux, Carine Vasseur :
responsables du classement des fonds de la Première
Guerre mondiale

Plus d'informations sur 14-18.loire-atlantique.fr



Département de Loire-Atlantique
Direction Culture
Archives départementales
6, rue de Bouillé - BP 23505 - 44035 Nantes cedex 1
Tél. 02 51 72 93 20 - Fax : 02 40 20 26 91
Courriel : archives@loire-atlantique.fr - Site internet : archives.loire-atlantique.fr

Mise en page : Anima productions
Crédits archives et photos : Archives départementales de Loire-Atlantique, Grande Collecte, Centre d'histoire du travail.
Impression : Département de Loire-Atlantique
Septembre 2014